

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/KGZ/3

5 juin 1997

(97-2357)

**Groupe de travail de l'accession
de la République kirghize**

Original: anglais

ACCESSION DE LA REPUBLIQUE KIRGHIZE

Renseignements sur les politiques affectant le commerce des services

Le gouvernement de la République kirghize a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après sur les politiques affectant le commerce des services, en demandant qu'ils soient transmis aux membres du Groupe de travail.

TABLEAU 1: Mesures concernant l'accès aux marchés

Mode(s) de fourniture:

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques 5) Lien entre les modes de fourniture

A. APPLICATION HORIZONTALE			
	Mesures		Lois et réglementations pertinentes
	Aucune mesure		
B. APPLICATION SECTORIELLE OU SOUS-SECTORIELLE			
	Mesures		Lois et réglementations pertinentes
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. Services professionnels			
a) Services juridiques	3. Les services d'avocat ne peuvent être fournis que par des ressortissants de la République kirghize. Seul un avocat a le droit de fournir des services juridiques en relation avec des affaires pénales.		Loi de la République kirghize du 11 novembre 1980 sur la réglementation de la profession d'avocat Loi de l'URSS du 30 novembre 1979 sur les avocats
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres	3. Seuls les ressortissants de la République kirghize peuvent être agréés pour exercer des activités d'audit. Toutefois, une entité étrangère peut être autorisée à offrir des services d'audit si elle emploie une personne titulaire d'un agrément.		Règlement temporaire relatif aux activités d'audit approuvé par la Résolution n° 33 du Conseil des ministres du 26 janvier 1993 Règlement relatif à la procédure d'autorisation des activités d'audit et Règlement relatif à l'épreuve d'agrément des auditeurs édictés par le Ministère de l'économie et des finances le 13 septembre 1993

2. SERVICES DE COMMUNICATION		
c) Services de télécommunication	3. La fourniture de services de communications interurbaines et internationales sans interconnexion avec le réseau de Kyrgyztelecom n'est pas autorisée.	Résolution n° 167 du Cabinet des ministres du 16 mai 1995 sur les activités du Ministère des communications en vue de réaliser le premier projet de télécommunication financé par la Banque mondiale/IDA et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXES	3. Les fournisseurs de services étrangers ne sont pas autorisés à exécuter des contrats internationaux en totalité sans la participation d'entités de la République kirghize.	Loi du 11 juin 1994 sur l'aménagement urbain et l'architecture dans la République kirghize
7. SERVICES FINANCIERS		
a) Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	<p>1. Les sociétés d'assurance étrangères ne peuvent fournir des services d'assurance que si elles sont enregistrées en tant que personnes morales kirghizes.</p> <p>1. Le risque assuré ne peut être réassuré à l'étranger qu'à concurrence de 95 pour cent.</p> <p>3. La fourniture de services d'agence et de courtage pour des sociétés d'assurance non résidentes n'est pas autorisée.</p>	<p>Règlement relatif à la procédure d'enregistrement et d'agrément des sociétés d'assurance édicté par l'Inspection nationale des assurances le 29 janvier 1993</p> <p>Résolution n° 475 du Conseil des ministres du 16 octobre 1996 sur les mesures visant à protéger le marché national de l'assurance</p>
b) Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	3. Seules les banques étrangères de premier ordre peuvent ouvrir des succursales.	Règlement de la Banque nationale de la République kirghize relatif aux activités des bureaux de représentation des banques étrangères sur le territoire de la République kirghize, du 30 juin 1994
ii) Prêts de tous types, y compris, entre autres, crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales	3. Les prêts sur titres ne peuvent être consentis que par une société à responsabilité additionnelle ou une société de personnes.	Règlement relatif à la procédure de licences de la Banque nationale de la République kirghize pour les prêts sur titres, approuvé par la Résolution de la Banque nationale de la République kirghize du 30 décembre 1994

vi) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur: - instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.); - devises; - produits dérivés, y compris, mais pas uniquement, instruments à terme et options; - instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme, etc.; - autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal	3. Les fonds de placement ne peuvent être constitués que sous forme de sociétés par actions à capital variable.	Règlement relatif aux fonds de placement, approuvé par la Résolution n° 55 du Conseil des ministres du 22 février 1995
11. SERVICES DE TRANSPORT		
iii) Services de transport aérien	1. Les sociétés étrangères de transport aérien ne sont pas autorisées à fournir des services de transport intérieur aérien. 3. Une personne morale kirghize qui offre des services de transport aérien ne peut pas avoir une participation étrangère supérieure à 49 pour cent.	Code de l'air de la République kirghize, en date du 15 avril 1994
AUTRES SERVICES NON COMPRIS AILLEURS		
i) Services dans le domaine de la propriété industrielle	3-4. Seul un ressortissant de la République kirghize, résidant de manière permanente dans la République kirghize, a le droit de fournir des services (dans le domaine de la propriété industrielle) en tant qu'agent de brevet.	Règlement relatif aux agents de brevet, approuvé par la Résolution n° 12 du Comité d'Etat pour la science et les nouvelles technologies de la République kirghize, en date du 26 août 1993

TABLEAU 2: Mesures concernant le traitement national

Mode(s) de fourniture

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques 5) Lien entre les modes de fourniture

A. APPLICATION HORIZONTALE			
	Mesures		Lois et réglementations pertinentes
	Aucune mesure		
B. APPLICATION SECTORIELLE OU SOUS-SECTORIELLE			
	Mesures		Lois et réglementations pertinentes
7. SERVICES FINANCIERS			
b) Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Le capital statutaire minimal est fixé à 800 000 dollars EU pour les banques sans participation étrangère et à 1 600 000 dollars EU pour les banques à participation étrangère. 3. Seules les banques étrangères de premier ordre peuvent ouvrir des succursales.	Règlement de la Banque nationale de la République kirghize relatif à l'augmentation du capital statuaire des banques commerciales dans la République kirghize, en date du 9 août 1995 Règlement de la Banque nationale de la République kirghize relatif aux activités des bureaux de représentation des banques étrangères sur le territoire de la République kirghize, en date du 30 juin 1994	
12. AUTRES SERVICES NON COMPRIS AILLEURS			
i) Services dans le domaine de la propriété industrielle	3-4. Seul un ressortissant de la République kirghize, résidant de manière permanente dans la République kirghize, a le droit de fournir des services (dans le domaine de la propriété industrielle) en tant qu'agent de brevet.	Règlement relatif aux agents de brevet, approuvé par la Résolution n° 12 du 26 août 1993 du Comité d'Etat pour la science et les nouvelles technologies de la République kirghize	

TABEAU 3: Mesures concernant le traitement de la nation la plus favorisée (NPF)

Mode(s) de fourniture

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques 5) Lien entre les modes de fourniture

A. APPLICATION HORIZONTALE		
	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
TOUS LES SECTEURS DE SERVICES	4. Les ressortissants des pays de la CEI n'ont pas besoin de visa d'entrée. Les ressortissants des autres pays doivent obtenir un visa d'entrée.	Loi n° 1299-XII sur les modalités de séjour des ressortissants étrangers dans la République kirghize, en date du 14 décembre 1993 Accord sur la libre entrée et le libre mouvement des ressortissants des pays de la CEI sur le territoire des pays participants, en date du 9 octobre 1992
B. APPLICATION SECTORIELLE OU SOUS-SECTORIELLE		
	Mesures	Lois et réglementations pertinentes
	Aucune mesure	

TABEAU 4: Autres mesures

Il n'est pas appliqué d'autres mesures.